

mars 2016

La réaction à chaud à l'accord de Paris.

Texte

RAC 14 décembre 2015

La réaction à chaud à l'accord de Paris.

L'accord de Paris sera un point de départ indispensable pour répondre au péril climatique, mais il est insuffisant pour l'enrayer. Le mode d'emploi proposé dans l'accord reste vague et le calendrier repousse à plus tard les efforts à fournir tout de suite. Il faudra que les États renforcent leurs engagements pour maintenir la hausse des températures bien en deçà de 1,5 ou 2°C.

Si les gouvernements ne vont pas plus loin que ce qu'ils ont décidé à la COP21, nous nous dirigerons droit dans le mur. C'est à dire vers un réchauffement de +3°C, dont les conséquences seront dévastatrices et irréversibles.

L'accord de Paris devait aussi accélérer la transition énergétique mondiale qui est déjà en marche dans les territoires. Ce texte fixe un cap de long terme ambitieux. Il exige que tous les États renoncent définitivement aux énergies fossiles, au profit des énergies renouvelables et des économies d'énergies. Et ce le plus vite possible.

L'accord de Paris devait enfin garantir aux pays les plus pauvres et les plus démunis les moyens de faire face à la crise climatique. Si l'engagement des 100Md\$ est renouvelé jusqu'en 2025, les engagements sont trop vagues pour donner des garanties financières, notamment sur l'adaptation.

Réaction du Réseau Action Climat

« Un accord multilatéral, certes indispensable, ne peut suffire. Il reste beaucoup à faire pour accélérer la transition et la société civile sera plus que jamais mobilisée pour dénoncer les responsables et déployer les (vraies !) solutions. Les initiatives locales et citoyennes se multiplient pour réduire les gaspillages, diminuer la pollution de l'air, favoriser des mobilités alternatives, développer les énergies renouvelables et l'agro-écologie. Les citoyens et les collectivités montreront la voie aux Etats ».

Réaction de Greenpeace France :

« Nous savions qu'il ne fallait pas compter que sur la COP21, et l'espoir que les discours des chefs d'état ont pu susciter à l'ouverture ont vite été déçus. Mais nous savons que hors de la bulle des conférences onusiennes, un véritable mouvement pour les énergies renouvelables grandit tous les jours dans les villes, les entreprises, les pays entiers. Et que c'est aux chefs d'états, chacun dans leurs pays, de se donner les moyens de faire cette transition. »

Réaction du WWF France :

« En intégrant un objectif de limitation à long terme de 2°C de hausse de la température moyenne mondiale – avec une référence à la limite de 1,5°C – les gouvernements envoient un signal fort indiquant que les gouvernements sont engagés à s'aligner sur la science. L'accord contient bien les

éléments pour créer l'opportunité de rendre les actions gouvernementales de plus en plus fortes au fil du temps en termes d'atténuation, d'adaptation et de finance. C'est un point important mais nous sommes très inquiets devant le fait qu'il n'y a aucune garantie de soutien pour ceux qui seront les plus touchés par les impacts du changement climatique, particulièrement les populations les plus vulnérables. »

Réaction d'Oxfam France :

« Les discours parfois inspirés des chefs d'Etat lors de l'ouverture de la COP21 n'ont pas survécu aux petits arrangements entre amis habituels des négociations climat. L'Accord de Paris n'est pas une fin en soi et les Etats devront se donner à l'avenir les moyens de répondre à l'urgence climatique. Les engagements de financements pour soutenir les plus vulnérables devront être clarifiés dans les années à venir à travers la mise en place d'une taxe sur les transactions financières européenne ambitieuse. »

Réaction des Amis de la Terre France :

« Le gouvernement français cherche à sauver les apparences, mais il n'est en aucun cas en train de sauver le climat. Malgré tout, le dérèglement climatique n'est pas une fatalité : les peuples du monde entier sont déterminés à ne pas laisser leurs dirigeants et les multinationales mettre en péril leur futur. Nous déclarons donc l'état d'urgence climatique, et continuerons sans relâche notre mobilisation pour transformer le système extractiviste et productiviste à l'origine du dérèglement climatique en des sociétés soutenables plus justes, plus solidaires et en paix. »

L'accord de Paris ne garantit pas que le monde restera bien en dessous 2°C de réchauffement. L'action doit continuer au niveau international, national et local. Alors que 1000 maires de villes du monde entier se sont engagés à soutenir un cap vers 100% d'énergies renouvelables en 2050, la France doit maintenant acter cet objectif et revoir à la hausse ses ambitions en matière d'énergies renouvelables pour 2018 et 2023 dans la programmation pluriannuelle de l'énergie. Cet objectif ne sera crédible que s'il s'accompagne de l'arrêt de projets néfastes comme l'aéroport de Notre Dame des Landes ou Cigéo et la fermeture de réacteurs nucléaires, à commencer par ceux de Fessenheim. L'Etat doit également engager les entreprises dont il est actionnaire vers la fin du charbon.

Les solutions existent avec des initiatives locales s'appuyant sur des dynamiques citoyennes comme les territoires à énergie positive, les projets citoyens d'énergies renouvelables ou encore les démarches zéro déchet. Enfin, la France – qui a pris des engagements conséquents cette semaine – doit convaincre ses partenaires européens d'instaurer une taxe européenne ambitieuse qui pourrait dégager entre 24 et 34 milliards d'euros par an, dont 50% iraient à la lutte contre le changement climatique, pour soutenir les plus vulnérables.